

# 40.000 ensemble, mais différents

15. 11. 1995

Les étudiants au rendez-vous

Des fonctionnaires, pour le maintien de leurs annuités-retraite ; des syndicats, pour le service public ; et la grande foule des autres, contre les mesures gouvernementales sur la protection sociale : il y avait près de 40.000 manifestants, hier, dans les rues de Toulouse.

Il n'étaient pas tous là pour les mêmes raisons, certains participaient, alors que leur fédération syndicale n'avait pas lancé d'appel, et les étudiants en colère s'étaient joints au cortège : à Toulouse, hier en fin de matinée, on pouvait estimer que près de 40.000 manifestants défilaient dans le cœur de la ville, occupant en rangs serrés, à un moment, la moitié de la rue de Metz et la totalité de la rue d'Alsace-Lorraine.

## Des extra

Le cortège haut-garonnais présentait deux particularités notables : la présence, en nombre, derrière des banderoles de la CFDT, de centaines de participants salariés d'entreprises privées (Grande-Paroisse, secteurs agricole, bancaire) ; parce que, signataire d'un texte plurisyndical CGT-CFDT-FSU-UNSA, l'Union départementale CFDT avait appelé à la grève et à la manifestation l'ensemble des salariés, et pas seulement ceux de la fonction publique et du secteur public.

Présence aussi d'une poignée de syndicats Force ouvrière du service public (PTT, Finances, hôpitaux, mais pas clinique du Parc), alors que l'Union départementale FO n'appelle ses troupes à la grève et à la manifestation, toutes professions confondues, que pour mardi prochain (où la CGT appelle à nouveau à la grève générale et à l'action).

Ces démonstrations de liberté dans les organisations syndicales (certains y verront peut-être un manque de cohésion, sinon de cohérence) ont contribué à grossir le flot des mécontents de mesures prévues par le gouvernement dans le cadre de la réforme de la protection sociale.

## A revoir

Certaines vagues, comme celle de la FSU, Union nationale des syndicats autonomes, manifestaient plutôt « pour le service public, le statut, les retraites, le droit à la santé, la défense et l'amélioration de la protection sociale ».

La banderole des fonctionnaires CFTC résumait : « la vie à défendre ».

Côté enseignants FSU, la houle était plus générale « pour le développement de la protection sociale, contre les mesures de régression », rejoignant les revendications plus ou moins

broyamment exprimées par des clameurs et des chants, dans la marée des syndicats CGT et CFDT, secteurs public et privé confondus. Les personnels de la protection judiciaire de la jeunesse côtoyaient les retraités des PTT, des salariés CGT du commerce (Hyper-U, mais ni Mam-

mouth, ni Carrefour), CFDT de la Caisse d'épargne, CGT de la Semvat, scandaient à l'unisson « la sécu on y tient ; privé public, ensemble, pour la défendre et la rénover » : une réforme, oui, mais par celle-là...

Mireille HARRBURGER



Deux à trois mille étudiants ont défilé hier matin aux côtés des aînés. Derrière une banderole commune qui affirmait « étudiants unis pour un service public de qualité ». Voilà donc la boucle bouclée d'une revendication universitaire qui se retrouve et s'insère dans le flot des inquiétudes nationales.

Cela fait déjà longtemps que les étudiants ont fait savoir que leurs attentes ne sauraient être que « globales ». En réclamant une loi de programmation, une mise à plat et un examen général de la situation de l'enseignement supérieur en France, c'est bien de ce « service public d'éducation » qu'il est désormais question.

C'est donc en toute logique que la troupe fraîche des cadets est venue grossir le cortège de la « sécu ». En compagnie des enseignants et des personnels de service des universités regroupés comme pour le Mirail, en intersyndicale. De leur côté, les potaches de Paul-Sabatier ont distribué un tract dans lequel ils expliquent : nous sommes conscients des problèmes concrets à notre grève et nous sommes prêts à les assumer. Nous espérons que notre lutte permettra un meilleur accueil en faculté et des diplômes revvalorisés. Nous avons besoin de votre compréhension et soutenons que vous nous soutiendrez dans nos actions à venir.

Ces actions sont déjà entamées, et en attendant le nouveau rendez vous pris pour jeudi 30 novembre, une assemblée générale symbolique s'est tenue hier après midi sur la place du Capitole.

Le week-end qui s'annonce sera celui du repos pour les étudiants. Et l'on sera attentif, lundi matin, aux décisions des enseignants qui décideront de la reconduction ou non de leur arrêt de travail.

J.-J.R.

## La grève

Public : arrêts de travail dans une trentaine d'administrations et entreprises publiques.

A La Poste, la grève a été suivie à 58,4 % dans le département, où tous les bureaux sont restés ouverts. On note que 40 % des cadres étaient dans le mouvement.

A la Caisse primaire d'assurance maladie, la grève n'a pas eu d'incidence sur l'organisation de l'accueil du public. Non plus qu'à la Caisse allocations familiales où les locaux n'ont été fréquentés que par un public réduit (près de dix fois moins qu'habituellement).

A France Télécom, la grève a été suivie à 67 % ; 62 % aux Impôts, 50 % à Air-France, 60 % à EDF-GDF ; 50 % à l'équipement ; 70 % dans le secteur social, et 80 % à la SNCF.

Privé : une soixantaine d'entreprises de tous secteurs a été touchée par des arrêts de travail ou la grève, suivie par exemple à 80 % chez Renault et chez Saénère ; à 60 % chez Fournier-Grosjean, 50 % chez Thomson-CSF ou 40 % à la BNP.

A Saint-Gaudens, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN SE, quelque 600 salariés du public et du privé ont manifesté contre le plan Juppé.

Avec une forte participation à la grève à La Poste (100 % dans plusieurs bureaux), à EDF-GDF (75 %), aux Impôts, et parmi les salariés des AMG.